

CHRONIQUES

La loi de finances rectificative pour 2006 et la réforme du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.....2

Éric Thévenon

L'avenir incertain de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres.....6

Mélanie Fèvre

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une commune peut-elle participer à la création d'une société d'économie mixte avec une société détenue par le maire et l'un de ses adjoints ?.....10

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 8 décembre 2006, Mme Jehanne Arnaud c/ Commune de Sainte-Maxime

• Compétences des collectivités locales

Dans quel délai est-il possible de modifier le montant de la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement si elle est illégale ?.....15

Conclusions Didier Chauvaux

CE 3 novembre 2006, M. et Mme C.

• Police administrative

Un maire peut-il ordonner la démolition d'un immeuble ravagé par un incendie ?.....19

Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder

TA Besançon 3 octobre 2006, M. D. c/ Commune de Perrigny

• Services publics locaux

Quelle est la méthode de calcul des contributions des communes au SDIS ?.....22

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 24 novembre 2006, Commune du Lavandou c/ Service départemental d'incendie et de secours du Var

• Fonction publique territoriale

Un régisseur d'avances a-t-il droit à la nouvelle bonification indiciaire ?.....31

Conclusions Thierry Bataillard

TA Dijon 6 juillet 2006, M. Cyrille V.

• Finances publiques locales

La Cour des comptes peut-elle revenir sur la jurisprudence Nicolle ?.....33

Conclusions Mattias Guyomar

CE 10 janvier 2007, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie

• Collectivités à statut particulier

À quelles règles obéit la constitution de la commission permanente de l'assemblée de Polynésie française ?.....40

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 1er décembre 2006, Mme B. du Pont

Les conditions de nomination d'un ministre polynésien sont-elles de nature à révéler un détournement de pouvoir ?.....43

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 1er décembre 2006, M. F.

La Nouvelle-Calédonie peut-elle être regardée comme une « collectivité territoriale » ?.....46

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 13 décembre 2006, M. G.

• Contentieux des collectivités locales

Un maire qui refuse de prendre des dispositions au titre de son pouvoir de police pour faire réduire des nuisances sonores engage-t-il la responsabilité de la commune ?.....55

Conclusions Jacques Lepers

CAA Douai 19 octobre 2006, Commune de Verneuil-en-Halatte

Y a-t-il présomption d'urgence en cas de demande de suspension d'une décision qui augmente la vitesse autorisée sur une route ?.....58

Conclusions Terry Olson

CE 27 octobre 2006, Département des Bouches-du-Rhône

Quel est le juge compétent en cas de litige portant sur le sens et la portée d'une clause contractuelle d'indexation des droits de place perçus dans les halles et marchés ?.....62

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 14 novembre 2006, Commune de Bondy c/ Bruno A. et Jean-Paul A.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant déclassement et reclassement d'une section de la route nationale dans la voirie communale de la commune.....71

CHRONIQUE

Le droit à l'information des élus municipaux. Gérard Terrien74

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une commune peut-elle adhérer à une association dont le but est de modifier le traité constitutionnel de l'Union européenne ?78

Conclusions Jean-Michel Adrien

CAA Nancy 28 septembre 2006, Commune de Villers-lès-Nancy

• Compétences des collectivités locales

Une délibération du conseil municipal approuvant le projet d'urbanisme et une promesse de vente constituent-elles un titre d'habilitation suffisant pour le demandeur d'une autorisation d'exploitation commerciale ?80

Conclusions Rémi Keller

CE 26 janvier 2007, Société Logidis

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un local public affecté à un service public cesse-t-il d'appartenir au domaine public du seul fait qu'il a été loué sous le régime des baux commerciaux ?85

Conclusions Laurent Olléon

CE 13 décembre 2006, SARL Le Dôme du Marais

• Fonction publique territoriale

Le refus de cumul de rémunérations prévu par la loi du 26 janvier 1984 pour les déchargés de fonctions pris en charge par le CNFPT est-il contraire à la CEDH ?89

Conclusions Bruno Bachini

CAA Paris 5 octobre 2006, M. G. c/ CNFPT

Peut-on licencier un agent contractuel qui a reçu l'agrément pour une procédure d'adoption ?93

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 20 octobre 2006, Mme M.

Un agent public en congé maladie peut-il invoquer le respect de sa vie privée pour refuser une contre-visite médicale à domicile ?96

Conclusions Rémi Keller

CE 26 janvier 2007, M. D.

• Finances publiques locales

Comment déterminer la valeur locative d'un local commercial assujéti à la taxe foncière en l'absence de révision des bases cadastrales ?101

Conclusions Laurent Olléon

CE Avis 24 novembre 2006, SCI Paris-Montreuil

L'annulation d'un titre de recettes pour un motif de régularité en la forme implique-t-elle que les sommes perçues par l'administration soient immédiatement restituées ?107

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 11 décembre 2006, Mme M.

• Élections

Un vice-président de conseil régional peut-il être désigné sans vote ?110

Conclusions Laurent Olléon

CE 19 janvier 2007, M. L., Élection d'un vice-président au conseil régional de Franche-Comté

• Contentieux des collectivités locales

Un magistrat qui s'est prononcé, dans le cadre d'un référé-provision, sur la question de l'existence d'un titre permettant d'occuper le domaine public, peut-il ensuite statuer sur une demande de référé-mesures utiles tendant à l'expulsion du domaine public ?113

Conclusions Pierre Collin

CE 7 décembre 2006, Mme S.

Une commune située dans le périmètre d'intervention d'une association agréée pour la protection de l'environnement bénéficie-t-elle d'un intérêt suffisant pour contester la décision d'agréer l'association ?117

Conclusions Célia Verot

CE S. 13 décembre 2006, Commune d'Issy-les-Moulineaux

Une association peut-elle demander par la voie du référé-mesures utiles la mise à disposition d'une salle pour l'exercice d'un culte ?123

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE 29 décembre 2006, Association culturelle musulmane de Saint-Nazaire et sa région

Une requête en déclaration d'inexistence peut-elle être assortie d'un référé-suspension ?126

Conclusions Luc Derepas

CE 26 janvier 2007, Commune de Neuville-sur-Escaut

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Statuts d'une communauté d'agglomération140

CHRONIQUES

La décentralisation et la place du secteur public en matière portuaire146

Robert Rézenthel - Robert Rézenthel

Les finances locales et la réforme organique des lois de finances du 1er août 2001151

Jean-François Boudet

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

Un PAZ arrêté avant l'entrée en vigueur de la loi SRU peut-il servir de référence pour fixer l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique ?156

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 8 juin 2006, Société d'équipement de la région montpelliéraine SERM c/ Consorts G.

Le maire agit-il au nom de l'État en décidant de l'inscription d'élèves de différentes communes de résidence ?159

Conclusions Nicolas Delespierre

TA Dijon 12 décembre 2006, Préfet de la Nièvre c/ Commune de Varzy

Une collectivité locale est-elle engagée par la seule délibération de l'assemblée portant cautionnement d'un emprunt ?163

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 9 janvier 2007, Commune de Miramas

Cass. civ. 9 janvier 2007, Société Crédit coopératif

• Police administrative

La réglementation des horaires d'ouverture des marchés couverts doit-elle prendre en compte les pratiques religieuses ?166

Conclusions Thibaut Céliérier

TA Paris 8 février 2007, M. F. L. et autres

• Services publics locaux

La grève de la SNCF de 2003 a-t-elle un caractère de force majeure ?170

Conclusions Hervé Guillou

TA Rouen 13 février 2007, SNCF

Un acte réglementaire initialement illégal peut-il devenir légal si les règles supérieures changent ?175

Conclusions François Séniers

CE 2 mars 2007, Société Lyonnaise des Eaux France

• Fonction publique territoriale

Un ancien sapeur-pompier a-t-il droit à la prise en compte de la prime de feu pour la liquidation de sa pension de retraite ?180

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 26 janvier 2007, Caisse des dépôts et consignations

L'annulation d'une mutation justifie-t-elle le rétablissement de la NBI ?183

Conclusions Célia Verot

CE 26 janvier 2007, Commune de Saint-Louis

À quelles conditions, un agent, bénéficiaire de l'allocation temporaire d'invalidité, peut-il prétendre à la rente viagère d'invalidité ?187

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 7 février 2007, Caisse des dépôts et consignations c/ M. F.

Une baisse de traitement consécutive à une nomination intervenue à la demande d'un agent public constitue-t-elle une faute imputable à l'administration ?191

Conclusions Yann Aguila

CE 7 février 2007, M. R.

• Élections

Peut-on procéder à l'élection des adjoints au maire, dans les communes de plus de 3500 habitants, lorsque le conseil municipal n'est pas au complet ?193

Conclusions Laurent Olléon

CE 19 janvier 2007, Sindou Faurie

Quelle est la conséquence de l'acheminement tardif d'une procuration ?197

Conclusions Christophe Devys

CE 31 janvier 2007, Élections municipales de Lantheuil

• Contentieux des collectivités locales

Devant quelle juridiction un organisme collecteur de la taxe de séjour doit-il contester l'assujettissement à cette taxe ?200

Conclusions Pierre Collin

CE 21 décembre 2006, Hospices civils de Lyon

Quel contrôle exerce le juge de l'excès de pouvoir sur le refus de reconnaître la qualité de « projet d'intérêt général » à la création d'un centre de stockage de déchets ?205

Conclusions Yann Aguila

CE 7 février 2007, Société Sagace

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal autorisant à titre exceptionnel l'ouverture de débits de boissons temporaires lors de manifestations publiques215

CHRONIQUES

La loi relative à la prévention de la délinquance et le maire.....218

Xavier Latour

Le préfet, le juge administratif et la création des EPCI...224

Matthieu Houser

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle organiser un référendum local pour protester contre la fermeture d'entreprises dans la région ?.....229

Conclusions Philippe Nicolet - Observations Benjamin Audoye

TA Dijon 9 novembre 2006, Préfet de la Nièvre

• Fonction publique territoriale

Le fonctionnaire condamné à une peine entraînant la perte de ses droits civiques perd-il sa qualité de fonctionnaire ?.....235

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 11 décembre 2006, Mme N.

• Finances publiques locales

La procédure de gestion de fait est-elle contraire aux exigences du délai raisonnable de l'article 6 de la CEDH ? 246

Observations Éric Thévenon

CEDH 12 décembre 2006, Siffre, Ecoffet, Bernardini c/ France

• Organismes de coopération et de regroupement

Quel est le contenu de la compétence voirie d'intérêt communautaire ?.....253

Conclusions Catherine Monbrun

TA Châlons-en-Champagne 30 novembre 2006, Société Keolis

• Contentieux des collectivités locales

Y a-t-il présomption d'urgence en référé pour la contestation de la vente du bien d'une section de commune ?.....262

Conclusions François Sénors

CE 7 février 2007, Commune de Laval-du-Tarn

En cas de dommages de travaux publics, la responsabilité du gardien de l'ouvrage peut-elle être atténuée en raison de circonstances naturelles n'ayant pas le caractère de force majeure ?.....267

Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave

CE 14 février 2007, M. D.

Dans quel cas l'astreinte qui s'applique à l'injonction de réintégration d'un fonctionnaire évincé peut-elle être liquidée ?.....270

Conclusions François Sénors

CE 16 février 2007, M. C.

Est-il possible de demander à une collectivité locale de réparer le préjudice causé par une grave faute personnelle d'un de ses agents ?.....274

Conclusions François Sénors

CE 2 mars 2007, Banque française commerciale de l'Océan indien

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type de délégation de compétence pour l'attribution des aides au logement.....296

CHRONIQUES

Le législateur et la coopération décentralisée.....298

Fabien Meuris

Le décret du 6 février 2007 relatif aux noms de domaine et les collectivités locales.....305

Anne Cantéro - Noëlle Lebœuf

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Une note explicative de synthèse peut-elle omettre un élément essentiel à l'analyse du projet de délibération soumis aux conseillers municipaux ?.....310

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 5 janvier 2007, M. Fernand O.

Selon quelles modalités le conseil régional peut-il réduire les indemnités allouées à ses membres ?.....316

Conclusions Pierre Le Garzic

CAA Douai 14 février 2007, Région Picardie c/ M. Pierre D.

Les convocations aux réunions du conseil municipal peuvent-elles être déposées dans les bureaux des élus en mairie ?.....320

Conclusions François Séners

CE 9 mars 2007, M. L.

• Actes des collectivités locales

La délibération qui prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire peut-elle faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir ?.....324

Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 19 janvier 2007, M. Bruno L. c/ Commune de Mouans-Sartoux

Quelle est la nature d'un contrat conclu par une caisse de crédit municipal et portant installation et exploitation de distributeurs de billets ?.....329

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 20 février 2007, Crédit municipal de Nantes c/ Société EFT Services France et Cie nouvelle du traitement du paiement Expérian

Une loi de pays polynésienne peut-elle être adoptée dans une autre langue que le français ?.....331

Conclusions Claire Landais

CE 22 février 2007, M. F. et autres

• Compétences des collectivités locales

Quelle est la dernière modification du POS à prendre en compte pour fixer l'indemnité d'expropriation ?.....334

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 11 octobre 2006, Société d'économie mixte de Massy c/ M. F.

L'exproprié qui ne peut obtenir la rétrocession de son bien doit-il démontrer qu'il avait une chance de pouvoir le racheter pour être indemnisé ?.....337

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 22 novembre 2006, M. A. c/ Commune de Clichy-la-Garenne

Une région peut-elle se borner à approuver le principe et non le contenu de la révision de la charte d'un parc naturel régional ?.....339

Conclusions Mattias Guyomar

CE 19 février 2007, M. G. et autres

La décentralisation menace-t-elle les architectes des bâtiments de France et les architectes en chef des monuments historiques ?.....343

Conclusions François Séners

CE 9 mars 2007, Syndicat CFDT Culture

• Fonction publique territoriale

Comment doit s'opérer l'intégration de fonctionnaires de l'État dans un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ?.....347

Conclusions François Séners

CE 16 février 2007, Syndicat national des infirmier(e)s conseiller(e)s de santé (SNICS-FSU) et autres

Le président du conseil général peut-il retirer son agrément à une assistante maternelle sur le seul fondement de l'ouverture d'une information judiciaire ?.....352

Conclusions François Séners

CE 9 mars 2007, Département de l'Hérault

• Finances publiques locales

Un transfert de crédits d'État est-il assimilable à un transfert de compétence ?.....356

Conclusions François Séners

CE 9 mars 2007, Département de la Vendée

• Contentieux des collectivités locales

En cas de dommages de travaux publics survenus dans l'enceinte d'un lycée, la responsabilité de la région peut-elle être mise en cause en sa qualité de gardien de l'ouvrage ?.....360

Conclusions Mattias Guyomar

CE 19 février 2007, M. C.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention de concession pour l'exploitation du réseau Internet Haut Débit.....371

CHRONIQUES

- La réforme statutaire des offices d'HLM.** Paule Quilichini378
- Comptabilité publique locale: l'apport du décret du 25 mars 2007.** Gérard Terrien384

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Dans quelles circonstances y a-t-il lieu de procéder au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres d'une commune ?**387
- Conclusions Célia Verot
CE 30 mars 2007, Techer

• État

- L'interdiction du tir en vol des colombidés est-elle légale ?**390
- Conclusions Yann Aguila
CE 12 mars 2007, Association de défense des loisirs traditionnels d'Aquitaine

• Police administrative

- Le refus d'une commune de louer une salle à une association, au motif qu'elle serait une secte, porte-t-il une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale ?**392
- CE 30 mars 2007, Ville de Lyon

• Domaines public et privé des collectivités locales

- La cession de terres d'une commune à une autre entraîne-t-elle nécessairement leur sortie du régime forestier ?**394
- Conclusions Pierre Collin
CE 28 février 2007, Commune de Bourisp

• Fonction publique territoriale

- Une suppression d'indemnité peut-elle être décidée pour sanctionner un agent ?**398
- Conclusions Sophie Tissot-Grossrieder
TA Besançon 27 mars 2007, Mme V. c/ SICTOM de Dole

- Comment fallait-il interpréter les règles d'intégration directe dans la fonction publique territoriale fixées par la loi du 3 janvier 2001 ?**401
- Conclusions François Séners
CE 6 avril 2007, M. L.

- Comment fallait-il interpréter les règles d'intégration directe dans la fonction publique territoriale fixées par la loi du 3 janvier 2001 ?**401
- Conclusions François Séners
CE 6 avril 2007, Mme S.

• Finances publiques locales

- De quel recours dispose le créancier d'une commune lorsque la dette est sérieusement contestée ?**407
- Conclusions François Séners
CE 6 avril 2007, Syndicat intercommunal d'adduction d'eau et d'assainissement d'eau de la vallée de la Béthune

• Contentieux des collectivités locales

- La CNRACL peut-elle se retourner contre la collectivité employeur de l'agent victime d'un accident ?**412
- Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 22 février 2007, Caisse des dépôts et consignations

- Pour l'attribution d'une aide financière, l'ANAH est-elle tenue par son règlement général de procédure ?**414
- Conclusions Rémi Keller
CE 22 février 2007, M. R.
CE 22 février 2007, ANAH

- Quel est le contrôle de cassation en matière de sursis à exécution d'un jugement ?**419
- Conclusions Pierre Collin
CE 12 mars 2007, Ministre de l'Équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer c/ Association vivre à Ferney

- L'illégalité des décrets des 26 février 2001 et 25 novembre 1999 engage-t-elle la responsabilité de l'État à l'égard des collectivités locales qui ont mis en place le service de gestion des passeports et des cartes d'identité ?**423
- Conclusions Terry Olson
CE 6 avril 2007, Commune de Poitiers

- L'illégalité dont était entaché le décret du 26 février 2001 est-elle de nature à engager la responsabilité de l'État à l'égard des collectivités locales qui ont dû mettre en place le service de gestion des passeports ?**428
- Conclusions Didier Artus
CAA Nantes 5 décembre 2006, Ville du Mans

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Contrat de partenariat pour la gestion centralisée de la sécurité des espaces publics**441

CHRONIQUES

Les nouvelles méthodes de la gestion des biens publics: l'exemple de Paris. Pierre Éric Spitz.....454

Le mobilier administratif (questions d'actualité).....459
Philippe Yolka

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Peut-on retarder de plusieurs heures le début d'une séance d'un conseil municipal faute de quorum ?.....464
Conclusions Didier Péano
CAA Bordeaux 13 février 2007, Commune de Saint-Anne c/ M. de M.

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle accorder sa garantie pour la totalité d'un emprunt souscrit par une association de promotion de l'art lyrique ?.....467
Conclusions François Séners
CE 30 mai 2007, M. et Mme A.

• Police administrative

Comment doit être conduite la procédure de péril ?.....471
Conclusions Terry Olson
CE 27 avril 2007, M. L.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Comment apprécie-t-on le droit à affouage ?.....474
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 mai 2007, M. et Mme B.

• Services publics locaux

Que faut-il entendre par « tarif en vigueur au moment du renouvellement » d'une concession funéraire ?.....477
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 mai 2007, M. P.

• Fonction publique territoriale

Un fonctionnaire peut-il se voir refuser la protection juridique au motif que ses chances en appel sont faibles ?.....480
Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 3 avril 2007, M. Di M.

Un fonctionnaire commet-il une faute en refusant une mise à disposition ?.....483
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 mai 2007, M. M.

De quelle marge de manœuvre les collectivités disposent-elles en matière de salaires lorsqu'elles reprennent d'anciens salariés de droit privé ?.....488
Conclusions François Séners
CE Avis 21 mai 2007, Mme M. et autres

• Finances publiques locales

Quelle distance retenir pour apprécier si une propriété faisant partie d'un lotissement peut être exonérée de taxe d'enlèvement des ordures ménagères ?.....494
Conclusions Laurent Olléon
CE 30 mars 2007, M. L.

Les redevances perçues par une commune dans le cadre d'un contrat de délégation doivent-elles être soumises à la TVA ?.....497
Conclusions Nicolas Tronel
TA Rennes 5 avril 2007, Ville de Brest

Le refus de rectifier une lettre d'observations définitives peut-il être annulé pour manquement au principe d'impartialité ?.....501
Conclusions Guy Fédou
TA Marseille 17 avril 2007, M. Jean-Pierre C.

Une région doit-elle être assujettie à la taxe sur les logements vacants en litige à raison d'un logement de fonction vacant au sein d'un lycée ?.....506
Conclusions Romain Grau
TA Versailles 16 mai 2007, Région Ile-de-France

• Collectivités à statut particulier

Le bénéficiaire d'un logement de fonction peut-il être assimilé à une rémunération incompatible avec l'exercice d'un mandat électif ?.....509
Conclusions Claire Landais
CE 6 avril 2007, M. F.

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour connaître des dommages causés par une explosion provoquée par une fuite de gaz imputée à des vibrations résultant d'engins de travaux publics ?.....513
Conclusions Observations - Laetitia Janicot
Cass. civ. 13 mars 2007, Société Jean Lefebvre c/ P. G. et autres, Société Colas c/ P. G. et autres

Un jugement qui ne mentionne pas la convocation à l'audience des parties est-il irrégulier ?.....515
Conclusions François Séners
CE 6 avril 2007, Centre d'Action Sociale de la commune de Chaville

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Contrat de partenariat pour la gestion centralisée de la sécurité des espaces publics.....525

CHRONIQUES

L'examen de la gestion des collectivités territoriales et des établissements publics locaux par les chambres régionales des comptes538

Éric Thévenon

Transports publics et intercommunalité: questions autour de l'adhésion d'un syndicat mixte « classique » à un syndicat mixte de transport540

Catherine Delavaud - Delphine Racine

L'article L. 5211-4-1 du CGCT peut-il être sauvé du droit communautaire sans modification législative ?544

Matthieu Houser

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le refus par un conseiller municipal de présider un bureau de vote peut-il conduire à sa démission d'office ?550

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 21 mars 2007, M. A.

CE 21 mars 2007, Mme D.

Quelle est la procédure de référé la plus appropriée pour assurer, dans l'urgence, la protection du droit d'expression d'un conseiller municipal de l'opposition ?555

Observations Laetitia Janicot

CE 6 avril 2007, Commune de Saint-Gaudens

• Actes des collectivités locales

Une collectivité territoriale peut-elle accorder une subvention à une association pour gérer un service public culturel ou doit-elle nécessairement passer une convention de délégation de service public ou un marché de prestations de services ?558

Observations Grégory Mollion

CE 6 avril 2007, Commune d'Aix-en-Provence

• État

Le ministre chargé de l'environnement est-il compétent pour rappeler, par voie de circulaire, la réglementation applicable en matière de quads ?564

Conclusions Mattias Guyomar

CE 10 janvier 2007, Codever et autres

Le code de l'expropriation impose-t-il une motivation en la forme de la déclaration d'utilité publique ?569

Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave

CE 25 avril 2007, Commune de Beauregard-de-Terrasson

Quels sont les pouvoirs du préfet en matière de rave-party ? ..573

Conclusions Nicolas Tronel

TA Rennes 10 mai 2007, Commune de Vannes et autres

• Fonction publique territoriale

Qui supporte la charge financière de la prise en charge par le centre de gestion du fonctionnaire de retour de disponibilité et qui ne peut être reclassé ?585

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 21 mars 2007, Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme

Quel taux d'indemnité de résidence faut-il appliquer à un fonctionnaire qui travaille dans une zone différente de celle du siège de son employeur ?589

Conclusions François Séners

CE 30 mai 2007, Centre hospitalier spécialisé d'Erstein

La loi autorise-t-elle les titulaires de certains emplois fonctionnels à bénéficier de frais de représentation comparables à ceux des sous-préfets ?593

Conclusions François Séners

CE 27 juin 2007, Commune de Calais

Un tableau chiffré détaillé peut-il faire office d'appréciation littérale dans la notation d'un fonctionnaire territorial ?597

Conclusions François Séners

CE 27 juin 2007, Commune d'Haisnes-Lez-La-Bassée

• Élections

Quel est l'objet de la saisine du juge de l'élection par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques ?601

Conclusions Luc Derepas

CE 6 décembre 2006, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques

• Contentieux des collectivités locales

Le retard pris par une collectivité à instruire un dossier d'aide à l'installation d'un jeune agriculteur en zone de montagne est-elle constitutive d'une faute de nature à engager sa responsabilité ?604

Conclusions Marc Wallerich

CAA Nancy 13 novembre 2006, M. et Mme Eddie K.

Une commune peut-elle obtenir réparation du préjudice qu'elle subit du fait d'une condamnation pour corruption de son maire ?607

Observations Laetitia Janicot

Cass. crim. 14 mars 2007, Herzog, Gaon et Ville de Cannes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal réglementant la circulation et le stationnement des camping-cars619

CHRONIQUES

L'évolution statutaire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy: la consolidation de la catégorie des collectivités d'outre-mer.....622

Virginie Natale

La légalité des redevances-radars instaurées par certains départements à l'encontre de l'État.....630

Renaud Fages

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

L'acquisition et la restauration d'un orgue par une commune pour son installation dans une église violent-elles la loi de 1905 prohibant les subventions aux cultes ?.....635

Conclusions Didier Artus

CAA Nantes 24 avril 2007, Commune de Trélazé

• État

L'absence du document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est-elle susceptible d'entraîner l'annulation de la déclaration d'utilité publique ?.....639

Conclusions Gilles Pellissier

CAA Versailles 10 mai 2007, Ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, département de l'Essonne, commune de Maise

Un directeur de cabinet peut-il signer des circulaires au nom du ministre ?.....645

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 4 juin 2007, Ligue de l'enseignement et autres

• Police administrative

Un maire peut-il faire usage de ses pouvoirs de police générale pour ordonner la dépollution d'un site ?.....653

Conclusions Gilles Pellissier

CAA Versailles 10 mai 2007, Commune de Saint-Chéron c/ Mme Evenou et autres

Quel contrôle exerce le juge de l'excès de pouvoir sur la détermination du nombre de taxis autorisés par le maire ou le préfet de police ?.....656

Conclusions Mattias Guyomar

CE 27 juin 2007, Syndicat de défense des conducteurs du taxi parisien

• Fonction publique territoriale

Que faut-il entendre par « insuffisance professionnelle » ?.....659

Conclusions Marc-Antoine Aebischer

CAA Lyon 27 mars 2007, Commune de Puy-Guillaume c/ M. Yves B.

Que faut-il entendre par « fonctions d'accueil du public exercées à titre principal » pour l'octroi de la NBI ?.....662

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 4 juin 2007, Commune de Carrières-sur-Seine

La liste des titulaires d'emplois fonctionnels susceptibles de bénéficier de frais de représentation est-elle extensible ?.....665

Conclusions François Sénors

CE 13 juillet 2007, Ministre de l'Intérieur c/ OPHLM d'Argenteuil-Bezons

• Finances publiques locales

La CRC doit-elle observer le contradictoire avant l'intervention de chacun des avis prévus par la procédure de contrôle budgétaire en cas de déficit excessif du budget ?.....669

Conclusions Philippe Nicolet

TA Dijon 21 décembre 2006, Commune de Dompierre-les-Ormes

Que faut-il entendre par « délai raisonnable pour juger » dans la procédure de gestion de fait devant les juridictions financières ?.....673

Observations Éric Thévenon

CEDH 10 mai 2007, Tédesco c/ France

• Organismes de coopération et de regroupement

Quelle est la procédure de dissolution d'une communauté de communes vidée de sa substance ?.....682

Conclusions François Sénors

CE 13 juillet 2007, Commune de Pourcieux

• Élections

Dans quel délai peut-on contester devant le juge l'élection d'un délégué du conseil municipal au sein d'un EPCI ?.....686

Conclusions François Sénors

CE 13 juillet 2007, MM. V. et B.

• Contentieux des collectivités locales

Une commune est-elle responsable du fait de la contamination à la tuberculose d'un élève d'école maternelle à la suite du recrutement d'un agent municipal ?.....690

Conclusions Marc-Antoine Aebischer

CAA Lyon 12 décembre 2006, M. et Mme T. c/ Commune de Pierre-Bénite

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal portant réglementation de l'atterrissage des parapentes et deltaplanes.....703

CHRONIQUES

- Sites anciens et responsabilités nouvelles des communes. Derniers développements en matière de police des sites pollués.** Philippe Billet.....706
- Bilan des douze premières années de déclaration préalable dans l'affichage publicitaire.** Pierre Bonfils712

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- À quelles conditions un décret de dissolution d'un conseil municipal est-il légal ?**716
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 4 juin 2007, M. C.

• Compétences des collectivités locales

- Le territoire de Polynésie française peut-il instituer un droit d'accès pour les services de communications téléphoniques de rappel ?**719
Conclusions Bénédicte Folscheid
CAA Paris 7 juin 2007, Le Territoire de la Polynésie française

- Un département a-t-il compétence liée pour accorder une autorisation de transfert d'exploitation d'une maison de retraite à une société désignée comme reprenneur par le juge judiciaire ?**727
Conclusions Luc Derepas
CE 13 juillet 2007, Département de l'Yonne

- Les dérogations au principe d'interdiction des changements d'affectations des locaux à usage d'habitation revêtent-elles un caractère personnel ou réel ?**733
Conclusions Yves Struillou
CE S. 25 juillet 2007, Ministre de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement c/ M. C.

• Police administrative

- La faute de la victime peut-elle présenter un caractère exonérateur de la responsabilité de l'État en matière de police des installations classées ?**740
CE 13 juillet 2007, De S.
CE 13 juillet 2007, Commune de Taverny

- La fermeture d'un camping exposé à des risques importants d'exploitation excède-t-elle l'aléa que comporte nécessairement une telle exploitation ?**745
Conclusions Didier Chauvaux
CE 25 juillet 2007, M. L. et époux C.

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Une commune peut-elle saisir le juge administratif des référés pour protéger son domaine public contre les occupations irrégulières de gens du voyage ?**751
Conclusions Pierre Collin
CE 8 juin 2007, Commune de Gisors

• Fonction publique territoriale

- Les concours internes et examens professionnels sont-ils ouverts aux fonctionnaires en congé de longue maladie ou de longue durée ?**755
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 2 juillet 2007, Centre national de la fonction publique territoriale

- Une expérience professionnelle peut-elle être reconnue équivalente à un titre ou diplôme en l'absence de toute formation initiale ?**760
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 2 juillet 2007, M. B.

• Finances publiques locales

- L'illégalité de la délibération adoptant le compte administratif a-t-elle une incidence sur la légalité de la délibération adoptant le budget primitif ?**763
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 4 juin 2007, M. G.

• Élections

- Une protestation dirigée contre les résultats d'une consultation des habitants sur le passage de la fusion-association à la fusion simple relève-t-elle du contentieux électoral ?**769
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 4 juin 2007, M. C.

• Contentieux des collectivités locales

- Le juge administratif est-il compétent pour apprécier la légalité d'une délibération engageant une procédure d'expulsion du domaine privé d'une commune ?**774
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 4 juin 2007, M. P.

- Faut-il faire évoluer le contrôle en cassation de l'existence d'un lien de causalité ?**778
Conclusions Mattias Guyomar
CE 26 juillet 2007, Société NV PWN Waterleidingberijf Noor-Holland, Ville d'Amsterdam

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Convention de mise à disposition d'un équipement sportif communal à une société anonyme à objet sportif**790

CHRONIQUE

M 71 : la nouvelle instruction budgétaire et comptable des régions. André Pezziardi - Gérard Terrien794

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une commune peut-elle consentir un bail emphytéotique, sur un terrain lui appartenant en contrepartie d'une redevance symbolique d'un euro, à une association culturelle en vue d'y édifier une mosquée ?799
TA Cergy-Pontoise 12 juin 2007, Mme Patricia V.

Quelle est la conséquence d'un contrat sans cause ?801
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 26 septembre 2007, OPDHLM du Gard

• État

L'arrêté du préfet fixant la composition de la commission départementale d'équipement commercial doit-il préciser l'identité des membres ?805
Conclusions Philippe Pouzoulet
CAA Bordeaux 21 mai 2007, Société Guyenne Négoce

La loi du 26 juillet 2000 respecte-t-elle la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ?808
Conclusions Mattias Guyomar
CE 9 novembre 2007, Mme L. et ASPAS

L'étude d'impact d'une installation classée doit-elle mentionner les mesures de protection dont elle est accompagnée ?813
Conclusions Yann Aguila
CE 12 novembre 2007, Société Vicat SA

• Compétences des collectivités locales

Le transfert provisoire des TOS aux départements en 2005 était-il entaché d'irrégularités ?816
Conclusions François Sénors
CE 17 octobre 2007, Département des Landes
CE 17 octobre 2007, Département de Haute-Garonne
CE 17 octobre 2007, Département des Bouches-du-Rhône

À quelles conditions un ressortissant algérien peut-il bénéficier du RMI ?824
Conclusions Luc Derepas
CE 9 novembre 2007, M. O.

• Police administrative

À quels critères obéit la création de licences de taxis ?828
Conclusions Mattias Guyomar
CE 27 juin 2007, Syndicat de défense des conducteurs du taxi parisien

• Fonction publique territoriale

CAA Versailles 24 mai 2007, Union syndicale professionnelle des policiers municipaux

Un emploi de directeur de la prévention et de la sécurité dans une commune peut-il être pourvu par un agent n'appartenant pas au cadre d'emplois des agents de police municipale ?835

Conclusions Gilles Pellissier
CE 17 octobre 2007, Commune de Douai

• Finances publiques locales

L'autorité territoriale peut-elle se borner à signer la notation d'un fonctionnaire préparée par le chef du service Conclusions838
François Sénors
CE 30 mai 2007, M. G.

L'article 6 § 1 de la CEDH s'applique-t-il à la procédure de jugement des comptes produits par les comptables publics devant les juridictions financières ?838
Conclusions Mattias Guyomar - Observations Éric Thévenon
CE 30 mai 2007, M. J.

La procédure d'appel devant la Cour des comptes avant le décret du 27 septembre 2002 était-elle conforme à l'article 6 de la CEDH843
Observations Éric Thévenon
CEDH 24 juillet 2007, B. c/ France

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour connaître d'un litige né de la rupture d'un contrat de travail à la suite du transfert opéré sur le fondement de l'article L. 122-12 du code du travail ?849
Observations Laetitia Janicot
Cass. soc. 12 juin 2007, Chambre de commerce et d'industrie du Var c/ Jérôme et autres

Une commune peut-elle obtenir une provision en raison du préjudice généré par le transfert irrégulier aux communes de la gestion du dépôt des demandes des cartes nationales d'identité et des passeports ?851
TA Dijon 5 juillet 2007, Commune de Dijon

Quel est le juge compétent pour connaître d'un litige relatif à un accident survenu à cause d'un ouvrage public mis en place par un syndicat interprofessionnel ?853
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 26 septembre 2007, M. et Mme C.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération communale instituant une exonération sur certains établissements de tourisme dans les zones de revitalisation rurale.863